

REPORT OF THE COMMITTEE

December 13, 1979

The Standing Senate Committee on National Finance to which the estimates laid before Parliament for the fiscal year ending March 31, 1980, were referred has in obedience to the order of reference of Thursday, November 1, 1979, examined the said estimates and reports as follows:

INTRODUCTION

The Committee was authorized by the Senate, as recorded in the Minutes of Proceedings of the Senate of November 1, 1979, "to examine and report upon the expenditures proposed by the estimates laid before Parliament for the fiscal year ending March 31, 1980".

In obedience to the foregoing, the Committee made a general examination of the estimates and heard evidence from the Honourable S. M. Stevens, President of the Treasury Board and from the following officials of Treasury Board: Mr. J. L. Manion, Secretary; Mr. L. J. O'Toole, Assistant Secretary, Program Branch; Mr. E. A. Radburn, Director, Estimates Division; Mr. E. R. Stimpson, Director, Expenditure Analysis Division; and from the Economic Council of Canada: Dr. Sylvia Ostry, Chairman; Dr. D. W. Slater, Director; Dr. R. Lévesque, Director; Mr. H. Bert Waslander, Director, Project Staff, Sixteenth Annual Review.

The Main Estimates for 1979-80 amount to \$52,913 million. Of this amount \$50,768 million are for budgetary items and \$2,146 million are for non-budgetary items (loans, investments and advances). These estimates are also divided into statutory requirements amounting to \$31,673 million and non-statutory amounting to \$21,240 million. Of the total budgetary estimates \$20,382 million represents funds for which Parliament is asked to provide new authority.

The Committee is continuing its examination of the Main Estimates by reviewing the medium term economic outlook in order to attain perspective on the implications of present estimates for future economic development and growth.

BASIC PROBLEMS IN REVIEWING THE ESTIMATES

1. Trend in Ratio of Statutory to Total Estimates

In fiscal year 1972/73, statutory payments represented 54 per cent of budgetary estimates. By fiscal year 1979/80 the proportion had risen to almost 60 per cent. In absolute amount, as well, statutory expenditures increased substantially from \$10.2 billion to \$30.3 billion and now exceed by 50 per cent the total budgetary estimates of only 7 years ago of \$19.0 billion (compared to \$50.7 billion in 1979-80).

For several departments statutory commitments exceed the amounts to be voted. For example, although \$1.143 billion is to be voted for the Canada Employment and Immigration Commission, statutory commitments amount to \$2.32 billion. For the Department of Health and Welfare, only \$431 million

RAPPORT DU COMITÉ

Le 13 décembre 1979

Le Comité sénatorial permanent des Finances nationales qui a été saisi du Budget des dépenses déposé au Parlement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1980 a, conformément à l'ordre de renvoi du jeudi 1^{er} novembre 1979, étudié ledit budget et en faire le rapport suivant:

INTRODUCTION

D'après le procès-verbal du Sénat du 1^{er} novembre 1979, le Comité a reçu du Sénat l'autorisation «d'examiner les dépenses projetées dans le Budget des dépenses, déposé au Parlement, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1980, et d'en faire rapport».

Conformément à cette motion, le Comité a étudié l'ensemble du budget des dépenses et entendu les témoignages de l'honorable S. M. Stevens, président du Conseil du Trésor et des fonctionnaires suivants du Conseil: M. J. L. Manion, secrétaire; M. L. J. O'Toole, secrétaire adjoint, Direction des programmes; M. E. A. Radburn, directeur, Division des prévisions budgétaires; M. E. R. Stimpson, directeur, Division de l'analyse des dépenses; il a aussi entendu des représentants du Conseil économique du Canada: M^{me} Sylvia Ostry, présidente; M. D. W. Slater, directeur; M. R. Lévesque, directeur; et M. H. Bert Waslander, directeur, Personnel du projet, 16^e exposé annuel.

Le Budget des dépenses de 1979-80 s'établit à 52,913 millions de dollars. Les postes budgétaires et non budgétaires (prêts, investissements et avances) représentent respectivement 50,768 et 2,148 millions de dollars. Ces prévisions comprennent également les postes statutaires de 31,673 millions de dollars et non statutaires de 21,240 millions de dollars. Les fonds pour lesquels le Parlement est prié de fournir une nouvelle autorisation représentent 20,382 millions de dollars.

Le Comité poursuit son étude des prévisions budgétaires dans une perspective économique à moyen terme de manière à cerner les répercussions que le budget actuel pourrait avoir sur l'expansion et la croissance économiques dans les années à venir.

PRINCIPAUX PROBLÈMES RENCONTRÉS DANS L'ÉTUDE DU BUDGET

1. La portion des dépenses statutaires par rapport à l'ensemble des prévisions budgétaires

Au cours de l'année financière 1972-1973, les paiements statutaires représentaient 54 p. 100 des prévisions budgétaires, tandis que pour l'année financière 1979-1980, ils atteignent près de 60 p. 100. De même les montants absolus de dépenses statutaires ont beaucoup augmenté passant de 10,2 à 30,3 milliards de dollars. Les prévisions budgétaires totales qui étaient de 19,0 milliards de dollars en 1972-1973 sont de 50,7 milliards de dollars en 1979-1980. C'est ainsi qu'aujourd'hui les paiements statutaires excèdent de 50 p. 100 le total des prévisions budgétaires d'il y a 7 ans.

Dans le cas de plusieurs ministères les crédits statutaires sont supérieurs à ceux qui doivent être votés. Par exemple, la Commission canadienne de l'emploi et de l'immigration a des crédits statutaires et voter respectivement de 2,32 et 1,143 milliards de dollars. Pour le ministère de la Santé et du